



AMBASSADE DE SUISSE  
AU JAPON

Réf.: 532.54 - JA/eb

E.V.D. HANDELSABTEILUNG	
No.	<i>Philip 861.5</i>
GATT	Tokyo, le 27 juin 1972
EE	
R	30. JUNI 1972 <i>19.7.72</i>
<i>Büro</i>	<i>He</i>
Kopie an	Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique

B e r n e

2ème réunion du Groupe  
consultatif de la BIRD  
pour les Philippines

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous remettre, en annexe, mon rapport au sujet de la réunion des 22 et 23 juin à Tokyo du Groupe consultatif de la BIRD pour les Philippines, réunion à laquelle vous m'aviez demandé d'assister en qualité d'observateur.

Vous trouverez, sous ce pli, un choix en triple exemplaire des nombreux documents qui ont été distribués au cours de la réunion.

Puis-je vous laisser le soin de diffuser ce rapport et ses annexes de la manière qui vous paraîtra la plus opportune. De mon côté, je me suis borné à envoyer une copie du rapport et de ses annexes à l'ambassade de Suisse à Manille.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i.:

*Jouand*

Annexes:

1 rapport + documents

*doit être Verd.  
und  
Wort  
Techn. Hilfe  
etc  
inf.*

Deuxième réunion du GROUPE CONSULTATIF POUR LES PHILIPPINES  
de la Banque Mondiale, tenue à Tokyo les 22 et 23 juin 1972

---

A. PARTICIPANTS

Cette année encore, le Groupe comprenait plus d'observateurs que de membres. Quatre pays (Canada - Allemagne - Inde - Royaume-Uni) qui figuraient en qualité de membres sur la liste des participants établie avant la réunion, demandèrent à être rangés parmi les observateurs. Les Pays-Bas, représentés à la réunion en 1971 à Paris, ne participèrent pas à celle de Tokyo. En revanche, la Yougoslavie, qui vient de nouer des relations diplomatiques avec les Philippines, avait délégué un membre de son ambassade à Tokyo en qualité d'observateur bien que son nouvel ambassadeur à Manille n'ait pas encore présenté ses lettres de créance.

Étaient donc représentés à cette seconde réunion

1. Membres:

Australie (2 délégués), Espagne (3), Japon (5), USA (9)

2. Observateurs:

Allemagne (3 délégués), Canada (1), Inde (1), Nouvelle-Zélande (1), Royaume-Uni (1), Suisse (1), Yougoslavie (1)

3. Organismes internationaux:

BIRD (Raymond Goodman, président de la réunion), FMI, PNUD et BAD

4. Philippines:

Le ministre des finances, César Virata, était à la tête d'une délégation de 12 membres et de 12 observateurs.

B. ORDRE DU JOUR

Les sujets suivants ont fait l'objet de rapports présentés par la délégation philippine et par les représentants

d'organismes internationaux, puis de discussion:

1. Evolution générale de la situation des Philippines depuis la réunion d'avril 1971
2. Perspective de développement et balance des paiements
3. Projets et coordination de l'aide
4. Développement du secteur privé (perspective et priorité pour les investissements étrangers)
5. Besoins de l'économie philippine en aide étrangère.

Le rapport EAP-30a "Current Economic Position and Prospects of the Philippines" présenté par la BIRD le 10 mai servait de base aux travaux de la réunion ainsi que les déclarations d'ouverture du président et du chef de la délégation philippine.

#### C. CONSIDERATIONS GENERALES

Il a été reconnu que, considérés dans leur ensemble, les efforts du gouvernement philippin depuis la dernière réunion pour tenter d'améliorer une situation grave, sont louables. On s'est efforcé, avec succès semble-t-il, de bien gérer la balance des paiements, de ne pas contracter plus de dettes que nécessaire, d'augmenter l'apport de ressources propres, de tirer le meilleur profit des recommandations et de l'aide étrangères et de mieux coordonner cette aide. Ce résultat démontrerait que la création du Groupe consultatif a été utile au gouvernement philippin.

Certes, on s'attendait à des résultats plus spectaculaires. Les délégués ont été toutefois unanimes à reconnaître que d'incontrôlables évènements ont fortement handicapé le ministre Virata et son équipe dans l'exécution du programme qui avait été fixé. Le changement des parités monétaires, une balance commerciale moins favorable qu'on ne l'espérait en raison de l'augmentation des prix à l'importation (pétrole) alors que ceux

des exportations diminuèrent, de mauvaises récoltes de riz (typhons, maladies) et une inflation plus grande que prévue ont notamment compromis le programme de développement.

Le Groupe a tiré de ces considérations la conclusion que le développement économique des Philippines sera plus lent qu'on ne l'avait pensé et qu'il convenait dès lors d'apporter à l'aide extérieure les ajustements qui s'imposent. Il conviendrait surtout de prévoir non seulement le maintien mais l'augmentation, en volume et en durée, de la "Commodity Assistance". A ce propos, le délégué japonais a cependant tenu à relever que cette forme d'aide ne devrait pas devenir un élément permanent de l'économie philippine et il a insisté pour que sa remarque figure dans le communiqué de presse.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le ministre Virata n'a pas caché que le gouvernement philippin entendait continuer à limiter, dans toute la mesure du possible, le volume des importations et surtout celles de produits non-essentiels. Il se proposerait en revanche de vouer plus d'attentions et d'efforts aux exportations et il a pris note du désir exprimé par plusieurs délégués (Allemagne, Australie, Canada, Suisse) d'aider à accroître l'importation dans leurs pays de produits philippins.

La question des investissements privés étrangers a également été abordée. M. Virata a souligné le vif désir du gouvernement philippin de voir s'accroître cette forme de participation au développement de son pays mais il s'est empressé d'ajouter que la situation politique et économique des Philippines commandait de continuer à "guider" les investissements de manière à ne pas compromettre l'existence et l'essor de l'industrie nationale. L'enquête sur les investissements étrangers à laquelle le gouvernement philippin procède actuellement à la demande du Groupe, fera prochainement l'objet d'un rapport provisoire qui sera diffusé.

Les représentants des organismes internationaux ainsi que les délégués de plusieurs pays (USA et Japon notamment) ont relevé la nécessité de mieux coordonner et de rationaliser la présentation des projets du gouvernement philippin. On aimerait en outre que ce dernier présente davantage de projets dans les secteurs prioritaires. Les besoins dans celui de transport a été présenté par la délégation philippine au cours de la réunion de cette année mais on s'est entendu à reconnaître que ceux de l'agriculture sont plus pressants. Aussi a-t-il été décidé d'inscrire ce secteur à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe.

#### D. POSITION DE LA SUISSE

J'ai saisi l'occasion des déclarations finales que les délégués des pays représentés ont été appelés à faire pour relever les points suivants:

1. La Suisse n'a pas accordé de prêts publics aux Philippines et elle n'envisage pas de le faire dans un avenir prévisible. Elle entend, en revanche, apporter une aide indirecte par des contributions accrues aux organismes internationaux.
2. Les autorités suisses demeurent convaincues que la conclusion, sous la forme d'un "package deal", d'accords pour la protection des investissements, pour les échanges commerciaux et pour la coopération technique constituerait un important "incentive" pour le développement des relations entre la Suisse et les Philippines et notamment pour l'accroissement éventuel des investissements privés.
3. Il serait souhaitable qu'un effort soit fait du côté philippin pour augmenter les exportations vers la Suisse. Après avoir mis les Philippines au bénéfice des préférences généralisées, les autorités suisses seraient prêtes à

soutenir cet effort en aidant les exportateurs philippins à nouer des contacts avec les importateurs suisses.

Au cours des réceptions offertes en marge de la réunion, j'ai pu m'entretenir en outre assez longuement avec le ministre Virata et avec M. Paterno, président du Board of investments. J'ai saisi ces occasions pour rappeler les opinions de la Suisse énumérées ci-dessus en mettant plus particulièrement l'accent sur notre désir de conclure un accord de protection des investissements. Mes interlocuteurs ont montré de la compréhension pour notre demande mais tous deux ont fait valoir que les Philippines ne seraient actuellement pas en mesure de conclure des arrangements qui accorderaient le "national treatment". Ils n'excluent en revanche pas la possibilité de reconsidérer notre demande lorsque la nouvelle constitution, en voie d'élaboration, entrera en vigueur et, surtout, après l'expiration, en 1974, du traité qui lie les Philippines aux Etats-Unis. Tous deux estiment cependant que les investisseurs potentiels suisses ne devraient pas sous-estimer les garanties qu'offre la constitution actuelle.

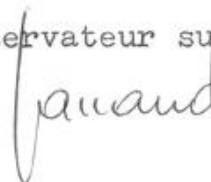
Selon M. Paterno, les Philippines souhaiteraient moins des investissements de maisons suisses que l'apport de technologies, notamment dans le domaine des textiles. On aimerait surtout que cet apport se fasse par le développement des maisons suisses déjà établies aux Philippines et, tant M. Virata que M. Paterno ont cité à titre d'exemple les réalisations de la maison Hoffmann-La Roche dont ils se félicitent.

---

Le "Report of Proceedings" sera établi par la BIRD et diffusé probablement de Washington.

Il a été provisoirement décidé que la prochaine réunion du Groupe aura lieu en juin 1973 au siège européen de la BIRD à Paris.

L'observateur suisse:



Tokyo, le 27 juin 1972

Documents en annexe:

1. Déclaration d'ouverture du président Goodman
2. Déclaration d'ouverture du ministre Virata
3. Déclaration de M. Hasan (BIRD)
4. Déclaration de M. Woodley (FMI)
5. Message du président Marcos
6. Deuxième déclaration du ministre Virata
7. Déclaration de M. Paterno
8. Déclaration de M. Sicat
9. Communiqué de presse